



DCAS Doc N° 17
7/9/10
Révision
9/9/10

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE DROIT AÉRIEN

(Beijing, 30 août – 10 septembre 2010)

ACTE FINAL

ACTE FINAL

**de la Conférence internationale de droit aérien
(Conférence diplomatique sur la sûreté de l'aviation) tenue sous les auspices
de l'Organisation de l'aviation civile internationale
à Beijing du 30 août au 10 septembre 2010**

Les plénipotentiaires à la Conférence diplomatique sur la sûreté de l'aviation se sont réunis à Beijing du 30 août au 10 septembre 2010 afin d'adopter des amendements de la *Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile* (Convention de Montréal de 1971) amendée par le Protocole de 1988, et de la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs* (Convention de La Haye de 1970).

Les Gouvernements des 71 États ci-après étaient représentés à la Conférence et ont présenté leurs lettres de créance en bonne et due forme :

Afrique du Sud (République sud-africaine)	Italie (République italienne)
Algérie (République algérienne démocratique et populaire)	Japon
Allemagne (République fédérale d')	Kenya (République du)
Arabie saoudite (Royaume d')	Koweït (État du)
Argentine (République argentine)	L'ex-République yougoslave de Macédoine
Australie	Madagascar (République de)
Azerbaïdjan (République d')	Malaisie
Belgique (Royaume de)	Mali (République du)
Botswana (République du)	Mexique (États-Unis du)
Brésil (République fédérative du)	Népal (République fédérale démocratique du)
Cameroun (République du)	Nigéria (République fédérale du)
Canada	Norvège (Royaume de)
Chine (République populaire de)	Nouvelle-Zélande
Costa Rica (République du)	Ouganda (République de l')
Cuba (République de)	Pakistan (République islamique du)
Chypre (République de)	Panama (République du)
Danemark (Royaume du)	Paraguay (République du)
Égypte (République arabe d')	Pays-Bas (Royaume des)
Émirats arabes unis	Pologne (République de)
Espagne (Royaume d')	Portugal (République portugaise)
États-Unis d'Amérique	Qatar (État du)
Fédération de Russie	République de Corée
Fidji (République des Îles)	République dominicaine
Finlande (République de)	République tchèque
France (République française)	République-Unie de Tanzanie
Gambie (République de)	Roumanie
Grèce (République hellénique)	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Inde (République de l')	Sénégal (République du)
Indonésie (République d')	
Iran (République islamique d')	
Israël (État d')	

Singapour (République de)
Slovénie (République de)
Soudan (République du)
Suède (Royaume de)
Suisse (Confédération suisse)
Swaziland (Royaume du)

Tchad (République du)
Thaïlande (Royaume de)
Tunisie (République tunisienne)
Uruguay (République orientale de l')
Venezuela (République bolivarienne du)
Zambie (République de)

Les quatre organisations internationales ci-après étaient représentées par des observateurs :

Association du transport aérien international (IATA)
Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)
Commission arabe de l'aviation civile (CAAC)
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

Le Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale, M. Roberto Kobeh González, a ouvert la Conférence.

La Conférence a élu Président M. Xia Xinghua (Chine) et a aussi élu les vice-présidents suivants :

Premier vice-président — M. Terry Olson (France)
Deuxième vice-président — M. Hisham El-Zimaity (Égypte)
Troisième vice-président — M. Levers Mabaso (Afrique du Sud)
Quatrième vice-président — M. David Sproule (Canada)
Cinquième vice-président — M. Cesar Fernando Mayoral (Argentine)

Le Secrétaire général de la Conférence était M. Denys Wibaux, Directeur des affaires juridiques et des relations extérieures, Organisation de l'aviation civile internationale. Il était assisté de M. John Augustin, Directeur adjoint, qui était le Secrétaire exécutif, de M. Jiefang Huang, conseiller juridique, qui était le Sous-Secrétaire, et de M^{me} Marla Weinstein, conseiller juridique, qui était le Secrétaire adjoint. Les services de conférence étaient assurés sous la direction de M^{me} Fang Liu, Directrice de l'administration et des services, avec l'assistance de M^{me} Lynda Déry, Chef des services de conférence, et d'autres fonctionnaires de l'Organisation.

La Conférence a institué une Commission plénière, présidée par M. Terry Olson (France), ainsi que les comités suivants :

Comité de vérification des pouvoirs

Président : M. Pierre Tankam (Cameroun)

Membres : Cameroun
Cuba
Émirats arabes unis
Inde
Pays-Bas

Comité de rédaction

Présidente : M^{me} Siew Huay Tan (Singapour)

Membres :

- Algérie
- Arabie saoudite
- Argentine
- Australie
- Canada
- Chine
- Cuba
- Égypte
- Émirats arabes unis
- États-Unis
- Fédération de Russie
- France
- Inde
- Indonésie
- Japon
- Kenya
- Mexique
- Nigéria
- République tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Sénégal
- Singapour
- Suède

Association du transport aérien international (IATA)
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

Comité du Préambule et des dispositions finales

Président : M^{me} Siew Huay Tan (Singapour)

Membres :

- Algérie
- Australie
- Belgique
- Brésil
- Cameroun
- Canada
- Chine
- Égypte
- États-Unis
- Fédération de Russie
- Inde
- Italie
- Mexique

Nigéria
Roumanie
Singapour

La Commission plénière a approuvé le texte de la *Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile* par 55 voix contre 14. Elle a approuvé le texte du *Protocole complémentaire à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs* par 57 voix contre 13.

À l'issue de ses délibérations, la Conférence a adopté les textes de ladite Convention et dudit Protocole.

Ladite Convention et ledit Protocole ont été ouverts à la signature à Beijing, ce jour, par les États participants à la Conférence. Il a été décidé aussi qu'après le 27 septembre 2010, la Convention et le Protocole seront ouverts à la signature de tous les États au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale, à Montréal.

Les textes de la Convention et du Protocole sont sujets à vérification par le Secrétariat de la Conférence sous l'autorité du Président de la Conférence dans la période de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent Acte final, en ce qui concerne les modifications linguistiques requises pour assurer la concordance des textes dans les différentes langues.

Un texte intégré de la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs* (Convention de La Haye de 1970) amendée par le *Protocole complémentaire à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs* a aussi été adopté à Beijing, ce jour, pour faciliter l'adoption des règles de ladite Convention et dudit Protocole. Ce texte, établi en six langues, est joint au présent Acte final.

EN FOI DE QUOI les délégués,

RECONNAISSANTS au Gouvernement chinois d'avoir accueilli la Conférence à Beijing et le remerciant de sa généreuse hospitalité,

ONT SIGNÉ l'Acte final,

FAIT à Beijing le dixième jour du mois de septembre de l'an deux mille dix en un seul exemplaire, comprenant six textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, qui sera déposé auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale, laquelle en transmettra copie certifiée conforme à chacun des gouvernements représentés à la Conférence.

PIÈCE JOINTE

TEXTE REFONDU DE LA CONVENTION DE 1970 POUR LA RÉPRESSION DE LA CAPTURE ILLICITE D'AÉRONEFS ET DE SON PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE DE 2010

LES ÉTATS PARTIES,

CONSIDÉRANT que les actes illicites de capture ou d'exercice du contrôle d'aéronefs en vol compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

CONSIDÉRANT que de tels actes les préoccupent gravement,

CONSIDÉRANT que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des mesures appropriées en vue de la punition de leurs auteurs,

VIVEMENT PRÉOCCUPÉS par l'escalade mondiale des actes illicites contre l'aviation civile,

RECONNAISSANT que les nouveaux types de menaces contre l'aviation civile exigent de nouveaux efforts concertés et de nouvelles politiques de coopération de la part des États,

ESTIMANT que pour mieux faire face à ces menaces, il est nécessaire d'adopter des dispositions complémentaires à celles de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, en vue de réprimer les actes illicites de capture ou d'exercice du contrôle d'aéronefs et d'améliorer l'efficacité de la Convention,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article 1^{er}

1. Commet une infraction toute personne qui, illicitement et intentionnellement, s'empare d'un aéronef en service ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence, ou par contrainte, ou par toute autre forme d'intimidation, ou par tout moyen technologique.

2. Commet également une infraction toute personne qui :

a) menace de commettre une des infractions visées au paragraphe 1 ; ou

b) illicitement et intentionnellement, fait en sorte qu'une personne reçoive une telle menace,

dans des circonstances qui indiquent la crédibilité de la menace.

3. Commet également une infraction toute personne qui :
- a) tente de commettre une infraction visée au paragraphe 1 du présent article ; ou
 - b) organise ou fait commettre par d'autres personnes une infraction visée aux paragraphes 1, 2 ou 3, alinéa a), du présent article ; ou
 - c) participe comme complice à une infraction visée aux paragraphes 1, 2 ou 3, alinéa a), du présent article ; ou
 - d) illicitement et intentionnellement, aide une personne à se soustraire à une enquête, à des poursuites ou à une peine, en sachant que cette personne a commis un acte qui constitue une infraction visée aux paragraphes 1, 2, 3, alinéa a), 3, alinéa b), ou 3, alinéa c), du présent article, ou qu'elle est recherchée en vue de poursuites criminelles pour une telle infraction par les autorités d'application de la loi, ou qu'elle a été condamnée pour une telle infraction.
4. Chaque État partie confère aussi le caractère d'infraction pénale à l'un ou l'autre des actes suivants ou aux deux, lorsqu'ils sont commis intentionnellement, que les infractions visées aux paragraphes 1 ou 2 du présent article soient ou non effectivement commises ou tentées :
- a) s'entendre avec une ou plusieurs autres personnes en vue de commettre une infraction visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article et qui, lorsque le droit national l'exige, implique un acte commis par un des participants en vertu de cette entente ; ou
 - b) contribuer de toute autre manière à la perpétration d'une ou plusieurs des infractions visées aux paragraphes 1 ou 2 du présent article par un groupe de personnes agissant de concert et :
 - i) soit pour faciliter l'activité criminelle générale du groupe ou servir le but de celui-ci, lorsque cette activité suppose la perpétration d'une infraction visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article ;
 - ii) soit en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article.

Article 2

Tout État partie s'engage à réprimer les infractions visées à l'article 1^{er} de peines sévères.

Article 2 bis

1. Chaque État partie, conformément aux principes de son droit national, peut prendre les mesures nécessaires pour que la responsabilité d'une personne morale située sur son territoire ou constituée sous l'empire de sa législation soit engagée lorsqu'une personne responsable de la direction ou du contrôle de cette personne morale a, en cette qualité, commis une infraction visée à l'article 1^{er}. Cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative.

2. Ladite responsabilité est engagée sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les infractions.
3. Si un État partie prend les mesures nécessaires pour engager la responsabilité d'une personne morale en vertu du paragraphe 1 du présent article, il s'efforce de veiller à ce que les sanctions pénales, civiles ou administratives applicables soient efficaces, proportionnées et dissuasives. Ces sanctions peuvent être notamment d'ordre pécuniaire.

Article 3

1. Aux fins de la présente convention, un aéronef est considéré comme étant en service depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures suivant tout atterrissage. Dans le cas d'un atterrissage forcé, le vol est considéré se poursuivre jusqu'à ce que les autorités compétentes assument la responsabilité de l'aéronef et des personnes et des biens à bord.
2. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.
3. La présente convention ne s'applique que si le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise est situé hors du territoire de l'État d'immatriculation de cet aéronef, qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol intérieur.
4. Dans les cas visés à l'article 5, la présente convention ne s'applique pas si le lieu de décollage et le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise sont situés sur le territoire d'un seul des États mentionnés audit article.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, les articles 6, 7, 7 *bis*, 8, 8 *bis*, 8 *ter* et 10 sont applicables, quel que soit le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef, si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un État autre que l'État d'immatriculation dudit aéronef.

Article 3 bis

1. Aucune disposition de la présente convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les États et les individus du droit international, et en particulier des buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Convention relative à l'aviation civile internationale et du droit international humanitaire.
2. Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit international humanitaire, qui sont régies par ce droit, ne sont pas régies par la présente convention, et les activités accomplies par les forces armées d'un État dans l'exercice de leur fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas régies non plus par la présente convention.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'interprètent pas comme excusant ou rendant licites des actes par ailleurs illicites, ni comme excluant l'exercice de poursuites sous l'empire d'autres lois.

Article 4

1. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 1^{er}, ainsi que de tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé des infractions en relation directe avec celles-ci, dans les cas suivants :

- a) si l'infraction est commise sur le territoire de cet État ;
- b) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef immatriculé dans cet État ;
- c) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction encore à bord ;
- d) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a son principal établissement, ou à défaut sa résidence permanente, dans ledit État ;
- e) si l'infraction est commise par un ressortissant de cet État.

2. Un État partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître d'une telle infraction dans les cas suivants :

- a) si l'infraction est commise contre un ressortissant de cet État ;
- b) si l'infraction est commise par un apatride qui a sa résidence habituelle sur le territoire de cet État.

3. Tout État partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 1^{er} dans le cas où l'auteur présumé de celles-ci se trouve sur son territoire et où ledit État ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des États parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes applicables du présent article en ce qui concerne ces infractions.

4. La présente convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément au droit national.

Article 5

Les États parties qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation et qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'État qui exerce la compétence et aura les attributions de l'État d'immatriculation aux fins

de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation le Secrétaire général l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui en informera tous les États parties à la présente convention.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes au droit dudit État ; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.
2. Ledit État procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.
3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1 du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.
4. Lorsqu'un État partie a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, les États parties qui ont établi leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 4 et établi leur compétence et informé le dépositaire en vertu du paragraphe 2 de l'article 4, et, s'il le juge opportun, tous autres États intéressés. L'État partie qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits États parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7

L'État partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet État.

Article 7 bis

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou une procédure est engagée en vertu de la présente convention se voit garantir un traitement équitable et tous les droits et garanties conformes au droit national de l'État sur le territoire duquel elle se trouve et aux dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme.

Article 8

1. Les infractions visées à l'article 1^{er} sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre États parties. Les États parties s'engagent à comprendre l'infraction comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions visées à l'article 1^{er}. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'État requis.
3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions visées à l'article 1^{er} comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'État requis.
4. Entre États parties, chacune des infractions est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des États parties tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1, alinéas b), c), d) et e), de l'article 4, et qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 2 de l'article 4.
5. Les infractions visées aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de l'article 1^{er} sont, aux fins d'extradition entre États parties, traitées comme équivalentes.

Article 8 bis

Aucune des infractions visées à l'article 1^{er} ne sera considérée, aux fins d'extradition ou d'entraide judiciaire, comme une infraction politique, comme une infraction liée à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des motifs politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée au seul motif qu'elle concerne une infraction politique, une infraction liée à une infraction politique ou une infraction inspirée par des motifs politiques.

Article 8 ter

Aucune disposition de la présente convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'État partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition concernant les infractions visées à l'article 1^{er} ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique, d'opinions politiques ou de sexe, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

Article 9

1. Lorsque l'un des actes visés au paragraphe 1 de l'article 1^{er} est accompli ou sur le point d'être accompli, les États parties prennent toutes mesures appropriées pour restituer ou conserver le contrôle de l'aéronef au commandant légitime.
2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, tout État partie sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

Article 10

1. Les États parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 1^{er} et aux autres actes visés à l'article 4. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'État requis.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 10 bis

Tout État partie qui a lieu de croire que l'une des infractions visées à l'article 1^{er} sera commise fournit, en conformité avec les dispositions de son droit national, tous renseignements utiles en sa possession aux États parties qui à son avis seraient les États visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4.

Article 11

Tout État partie communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de son droit national, tous renseignements utiles en sa possession relatifs :

- a) aux circonstances de l'infraction ;
- b) aux mesures prises en application de l'article 9 ;
- c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

Article 12

1. Tout différend entre des États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.
2. Chaque État pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhèrera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres États parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout État partie qui aura formulé une telle réserve.
3. Tout État partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée aux gouvernements dépositaires.

Article 13 (Article XXII du Protocole)

Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Protocole, ou d'y adhérer, tout État partie :

- a) informera le dépositaire de la compétence qu'il a établie en vertu de son droit national conformément au paragraphe 2 de l'article 4, et informera immédiatement le dépositaire de tout changement ;
- b) pourra déclarer qu'il appliquera les dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 1^{er}, conformément aux principes de son droit criminel concernant les exemptions de responsabilité pour raisons familiales.

Article 14

(Langues de la Convention, voir l'article XVIII du Protocole)

Article 15

(Interprétation de la Convention amendée par le Protocole, voir l'article XIX du Protocole)

Article 16

(Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion, voir l'article 13 de la Convention et les articles XX et XXI du Protocole)

Article 17

(Entrée en vigueur, voir l'article 13 de la Convention et l'article XXIII du Protocole)

Article 18

(Dépositaires et leurs fonctions, voir l'article 13 de la Convention et les articles XXI et XXV du Protocole)

Article 19

(Dénonciations, voir l'article 14 de la Convention et l'article XXIV du Protocole)

PARAGRAPHES FINALS

Source : Convention de 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soulignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

FAIT à La Haye, le seizième jour du mois de décembre de l'an mille neuf cent soixante-dix, en trois exemplaires originaux comprenant chacun quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.

**Source : Protocole de 2010 complémentaire à la Convention pour la répression
de la capture illicite d'aéronefs**

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Beijing le dixième jour du mois de septembre de l'an deux mille dix dans les langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, tous les textes faisant également foi après la vérification effectuée par le Secrétariat de la Conférence, sous l'autorité du Président de la Conférence, dans les quatre-vingt-dix jours suivant cette date, pour ce qui est de la concordance des textes entre eux. Le présent Protocole restera déposé aux archives de l'Organisation de l'aviation civile internationale, et le dépositaire en transmettra des copies certifiées conformes à tous les États contractants au présent Protocole.

— FIN —